

PREFECTURE DES CÔTES D'ARMOR

**ARRETE**

**portant autorisation d'une installation classée  
pour la protection de l'environnement**

**DIRECTION  
DES COLLECTIVITES LOCALES  
ET DE L'ENVIRONNEMENT  
EP**

**N° ICARE : 20051621**

*Le Préfet des Côtes d'Armor  
Chevalier de la Légion d'Honneur*

- VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
- VU le Code de l'Environnement ;
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 pris pour l'application de la loi du 17 juillet 1976 (codifiée au titre I du livre V du Code de l'Environnement) ;
- VU le décret n° 53-578 du 20 mai 1953 modifié, portant nomenclature des installations classées ;
- VU l'arrêté ministériel du 29 février 1992 modifié le 1<sup>er</sup> juillet 1999 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages porcins de plus de 450 porcs de plus de 30 kg soumis à autorisation sous la rubrique n° 2102 de la nomenclature ;
- VU le décret n° 2001-34 du 10 janvier 2001 relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté ministériel du 6 mars 2001 relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2004 établissant le troisième programme d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté préfectoral du 28 février 1990 autorisant le G.A.E.C. DE LA VILLE CARO, sis à SAINT-CARREUC, au lieu-dit « La Ville Caro » à exploiter, à cette adresse, à moins de 100 mètres des tiers, un élevage porcin de 3 122 places animaux-équivalents ;
- VU la demande présentée par le G.A.E.C. DE LA VILLE CARO, sis à SAINT-CARREUC, au lieu-dit « La Ville Caro » en vue de la régularisation de la situation administrative et l'extension, à cette adresse, d'un élevage porcin de 3 836 places animaux-équivalents, autorisé le 28 février 1990 pour 3 122 places animaux-équivalents ;
- VU les plans et documents annexés à cette demande ;
- VU les résultats de l'enquête publique et notamment les conclusions du Commissaire-enquêteur ;
- VU les délibérations des conseils municipaux de HENON (29 mars 2002), PLAINTTEL (22 mai 2002), SAINT-CARREUC (25 avril 2002) ;
- VU les avis recueillis lors de l'instruction du dossier ;
- VU les rapports de M. l'Inspecteur des Installations Classées, en date des 15 décembre 2004 et 21 avril 2005 ;
- VU l'avis émis par la Commission Départementale Compétente en matière d'Environnement, de Risques Sanitaires et Technologiques le 15 avril 2005 ;
- VU les observations formulées par le demandeur en application de l'article 11 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 ;

CONSIDERANT que le déclarant ne respecte pas les distances prescrites par l'arrêté réglementaire susvisé du fait que l'implantation du bâtiment est à moins de 100 mètres du tiers le plus proche et qu'une autorisation par voie dérogatoire est nécessaire ;

CONSIDERANT qu'aux termes de l'article L512 – 1 du Code de l'Environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDERANT que le fonctionnement de l'élevage existant ne paraît pas susceptible d'avoir un impact négatif sur l'environnement et qu'en particulier les apports « azotés » ne sont pas supérieurs aux besoins des plantes, et que les apports en phosphore ne paraissent pas susceptibles de porter atteinte à la qualité des eaux ;

CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés au Code de l'Environnement (livre V – titre 1<sup>er</sup>)

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

### **- ARRETE -**

#### **ARTICLE 1er –**

1.1. - Le GAEC DE LA VILLE CARO, ci après dénommé l'éleveur, sis à SAINT-CARREUC au lieu dit "La Ville Caro", est autorisé à exploiter à cette adresse (section C1 N°s 126-127-128-158-159-160), à moins de 100 mètres du tiers le plus proche, conformément aux plans et mémoires annexés à la demande :  
un élevage porcin dont la capacité maximale est de 3 836 places pour animaux équivalent (PAE) réparties comme suit : 94 places maternité (282 PAE), 406 places gestantes verraterie (1 218 PAE), 2 080 places engraissement (2 080 PAE) et 1 280 places post sevrage (256 PAE) ;

=> une unité de traitement des lisiers comprenant :

- une séparation de phase en tête (produisant un co-produit ci-après dénommé "résidus organiques") ;
- un hangar de stockage du résidu organique ;
- un réacteur biologique de nitrification/dénitrification par boues activées ;
- une séparation du lisier traité par décantation (produisant deux co-produits ci-après dénommés "boues biologiques" et "effluent épuré") ;
- une fosse de stockage des boues biologiques ;
- une lagune de stockage de l'effluent épuré.

Cette unité de traitement traitera une partie des déjections de l'élevage ci-dessus, à savoir : 6450 m<sup>3</sup> de lisier (25166 kg d'azote) sur 6850 m<sup>3</sup> (26814 kg d'azote) produits annuellement. Le reste des déjections porcines, à savoir 400 m<sup>3</sup> (1648 kg d'azote), sera épandu sous forme de lisier brut.

1.2. - Pour l'exploitation de cette installation classée pour la protection de l'environnement (comprenant élevage et unité de traitement) soumise à autorisation sous la rubrique n° 2102-1 de la nomenclature, le pétitionnaire devra respecter les prescriptions édictées dans l'annexe jointe au présent arrêté et celles définies ci-après.

#### **ARTICLE 2 : Prescriptions particulières concernant l'élevage porcin :**

##### **2.1. - Effectifs :**

2.1.1. - L'effectif porcin maximum en présence simultanée ne devra pas dépasser 481 reproducteurs (truies verrats cochettes), 2 080 porcs charcutiers de plus de 30 kg et 1 280 porcelets sevrés de moins de 30 kg.

2.1.2. - L'effectif porcin moyen annuel ne devra pas dépasser 431 reproducteurs (truies verrats cochettes). Le pétitionnaire devra tenir à la disposition de l'inspecteur des installations classées des justificatifs permettant de vérifier cette prescription (bilans comptables, gestion technique ...).

2.1.3. - Les porcs qui ne seront pas engraisés dans l'élevage feront l'objet d'un enregistrement (registre ou autre) portant sur les informations suivantes : date de sortie de l'élevage, nombre de porcs, nom et adresse du destinataire (engraisseur, groupement...). Si le pétitionnaire fait engraisser des porcs à façon, il devra s'assurer que les élevages récepteurs sont régulièrement autorisés ou déclarés au titre de la législation sur les installations classées.

2.2. - Alimentation biphasé et utilisation de phytases :

- 2.2.1. - L'alimentation biphasé et l'utilisation de phytases seront mises en place dans un délai de 6 mois à compter de la date de l'arrêté préfectoral.
- 2.2.2. - Le pétitionnaire devra tenir à la disposition de l'inspecteur des installations classées les justificatifs des aliments distribués (factures, ....) ainsi qu'un bilan récapitulatif annuel (taux de matières azotées, taux de phosphore, quantités consommées par catégorie d'animaux). Ces documents devront être conservés pendant cinq ans.
- 2.2.3. - En cas de non respect des normes "biphasé CORPEN" et/ou en cas de non utilisation de phytases le pétitionnaire devra soit réduire sa production en fonction du plan d'épandage, soit présenter un autre moyen d'élimination des déjections en rapport avec la quantité d'azote organique produite.

**ARTICLE 3 - Prescriptions particulières concernant l'exploitation de l'unité de traitement des lisiers**

- 3.1. - Les inspecteurs des installations dûment habilités auront constamment accès aux installations autorisées. Le service des installations classées peut également désigner un organisme agréé par l'administration pour valider les autosurveillances. Les analyses réalisées pendant ces contrôles sont à la charge de l'éleveur.
- 3.2. - Aux fins de contrôles, seront placés :
- un débitmètre sur canalisation avec système d'enregistrement journalier pour comptabiliser le lisier brut entrant dans l'unité de traitement ;
  - un dispositif de mesure pour comptabiliser le poids ou le volume des additifs incorporés ;
  - un dispositif de mesure pour comptabiliser le poids ou le volume des résidus organiques produits ;
  - un dispositif de mesure pour comptabiliser le poids ou le volume des boues biologiques produites ;
  - un dispositif de mesure pour comptabiliser le volume d'effluent épuré produit. Un compteur volumétrique sera installé sur la canalisation d'arrosage de l'effluent épuré afin de mesurer le volume utilisé en irrigation ;
  - un compteur horaire avec système d'enregistrement journalier pour le système d'aération ;
  - un compteur électrique différent de celui de l'élevage.
- 3.3. - Une alarme visuelle ou sonore sera installée pour prévenir l'éleveur en cas d'arrêt non contrôlé (défaut électrique ou mécanique).
- 3.4. - Les prélèvements et échantillonnages en vue des bilans matières seront effectués suivant le protocole décrit dans l'étude d'impact . Toute modification de ce protocole devra être communiquée au service des Installations Classées.

**3.5. - Débits et flux de pollution entrant dans l'unité de traitement :**

Lisier brut	Flux annuel maximal	Flux journalier moyen
Volume	6450 m3	17,6 m3
N Global	25166 kg	68,9 kg
M.S.	322500 kg	883 kg

- sur 7 jours consécutifs et avec un maximum de 30 jours/an
- 

**3.6. - Débits et flux de pollution relatifs aux co-produits :**

Résidus organiques	Flux annuel	Flux journalier moyen
Volume	967 m3	2,6 m3
N Global	3775 kg	10,3 kg
M.S	29010 kg	79,4 kg

Boues biologiques	Flux annuel	Flux journalier moyen
Volume	1370 m3	3,7 m3
N Global	4302 kg	11,7 kg
M.S	123300 kg	337 kg

Effluent épuré	Flux annuel	Flux journalier moyen
Volume	4113 m <sup>3</sup>	11,2 m <sup>3</sup>
N Global	617 kg	1,7 kg
M.S.	41130 kg	112,0 kg

### 3.7. - Autosurveillance : suivi

L'éleveur procédera quotidiennement aux opérations suivantes :

- vérification de l'état de fonctionnement global de l'unité de traitement ;
- relevé du volume de lisier brut entrant.

L'éleveur procédera hebdomadairement aux opérations suivantes :

- relevé du volume de résidus organiques produits ;
- relevé du volume de boues biologiques produites ;
- relevé du volume d'effluent épuré produit ;
- relevés de compteurs (consommation électrique, temps de marche du système d'aération, temps de marche des diverses pompes, temps de marche du système de séparation de phase, ....).

Les relevés journaliers des compteurs peuvent être effectués par un automate.

Durant la première année (période de "mise en charge"), des tests rapides NH<sub>4</sub>/NO<sub>3</sub> seront réalisés tous les deux jours dans le réacteur. Les années suivantes, un test hebdomadaire sera suffisant.

Les mesures de volumes, les relevés de compteurs et les résultats des tests rapides seront consignés par l'éleveur sur un cahier d'exploitation. Toute intervention ou panne susceptible d'entraîner une perturbation du traitement devra y être mentionnée. Ce cahier sera tenu à disposition du service des installations classées.

### 3.8. - Autosurveillance : bilan matière

3.8.1. - Pendant un an à compter de la date de mise en service de l'unité de traitement, l'éleveur procédera ou fera procéder à ses frais à des bilans matières bimestriels. Chaque bilan comprendra au moins :

- bilan des volumes de lisier brut entrant et des différents co-produits,
- une analyse du lisier brut (MS, NK, Pt, K<sub>2</sub>O). L'échantillon sera représentatif de la production globale de l'élevage (prélèvement dans la fosse d'homogénéisation après vidange de plusieurs pré-fosses) ;
- une analyse des résidus organiques (MS, NK, Pt, K<sub>2</sub>O). L'échantillon sera prélevé dans le tas de stockage des résidus ;
- une analyse des boues biologiques (MS, NK, Pt, K<sub>2</sub>O). L'échantillon sera prélevé dans le local de stockage ;
- une analyse de l'effluent épuré (MS, N global, Pt, K<sub>2</sub>O). L'échantillon sera prélevé dans la lagune de stockage de l'effluent.

Les analyses seront réalisées conformément aux normes AFNOR par un laboratoire agréé par le Ministère de l'Environnement. Les bilans seront adressés bimestriellement par l'éleveur au service des installations classées. Ils seront annexés au cahier d'exploitation.

3.8.2. - Au terme de cette année de "mise en charge", le service des installations classées émettra un avis sur le fonctionnement de l'unité de traitement.

Si celui-ci est jugé satisfaisant, le bilan matière est allégé : les analyses et les envois aux organismes pré-cités sont effectués deux fois par an (à au moins trois mois d'intervalle). Les autres paramètres restent inchangés.

Si le service des installations classées émet un avis défavorable sur le bilan de fonctionnement de l'unité de traitement, la période de "mise en charge" est prolongée de 6 mois et la procédure du bilan matière reste inchangée par rapport à la première année. Un nouvel avis sera donné au terme de ces 6 mois.

3.8.3. - Si des modifications notables sont apportées à l'élevage ou à l'unité de traitement (modification importante du process), la procédure correspondant à la "mise en charge" est à nouveau appliquée pour une période de 6 mois.

### 3.9. - Assistance technique :

Si l'éleveur a recours à un service d'assistance technique, il est demandé à cet organisme de retranscrire ses observations sur le cahier d'exploitation à l'issue de chaque visite. La mission d'assistance technique est à la charge de l'éleveur.

3.10. - Validation de l'autosurveillance :

Une visite par un organisme reconnu indépendant pourra être diligentée à la demande de l'Agence de l'Eau ou du service chargé de l'Inspection des Installations Classées.

La mission de validation de l'autosurveillance consiste à :

- établir le descriptif des ouvrages d'épuration ainsi que l'origine des lisiers à traiter;
- effectuer un contrôle de qualité des informations générées par l'autosurveillance (vérification du bon fonctionnement des appareils de mesure, étalonnages, vérification du cahier d'exploitation, mise en oeuvre de l'échantillonnage et du transport des échantillons, agrément du laboratoire, méthodes d'analyses, fréquence des bilans....),
- vérifier la "traçabilité de l'azote" (correspondance N théorique CORPEN / N réellement traité, cohérence N entrant dans la station / N dans les co-produits...).

A l'issue de cette visite, un rapport détaillé sera adressé au service des Installations Classées.

**ARTICLE 4 : Prescriptions particulières en matière de stockage et d'épandage des co-produits et lisiers bruts.**

- 4.1. - Les lisiers bruts porcins seront stockés dans des fosses d'un volume de 2 119 m<sup>3</sup>.
- 4.2. - Les résidus organiques seront stockés dans un local couvert de 200 m<sup>2</sup>
- 4.3. - Les boues biologiques seront stockées dans une fosse de 1 400 m<sup>3</sup>.
- 4.4. - L'effluent épuré sera stocké dans une lagune de 3 300 m<sup>3</sup>.
- 4.5. - Tous les ouvrages de stockage (lisiers bruts, boues biologiques, effluent épuré) et le réacteur biologique de 711 m<sup>3</sup> devront être munis d'un dispositif de sécurité destiné à prévenir tout risque d'accident.
- 4.6. - L'effluent épuré sera utilisé en irrigation en période de déficit hydrique sur les seules parcelles mentionnées dans l'étude d'impact et dans les conditions suivantes :
  - l'appareil ne doit pas être générateur de brouillards fins,
  - les conditions météorologiques doivent être favorables (vents faibles ou nuls),
  - la pression doit être basse (2,5 bars maximum en sortie de buse).
- 4.7. - Les épandages de lisiers bruts et de co-produits ainsi que les irrigations réalisées au moyen de l'effluent épuré seront consignés dans un cahier de fertilisation conformément à l'annexe au présent arrêté. Ce cahier de fertilisation sera annexé au cahier d'exploitation.
- 4.8. - Pour les co-produits transférés dans le cadre d'un contrat de reprise, un cahier d'enlèvement sera tenu par l'éleveur mentionnant la date, la quantité enlevée, l'adresse et le nom du destinataire. Ce cahier d'enlèvement ainsi que les bons d'enlèvement seront annexés au cahier d'exploitation. Les produits obtenus ne pourront en aucun cas être épandus dans des cantons où la charge moyenne en azote organique est supérieure 140 kg d'azote à l'ha . Cette exclusion concerne notamment les cantons en excédent structurel.

Dans le cas où le contrat de reprise ne serait pas respecté ou renouvelé par l'un des contractants, ou de sa rupture, l'éleveur devra trouver un autre contrat présentant les mêmes garanties ou un autre mode de gestion de ces produits conforme à la réglementation ou cesser l'exploitation de son élevage ou réduire ses effectifs en fonction de la capacité d'absorption de son plan d'épandage (en respectant la réglementation en vigueur à cette date) .

- 4.9. - Le transport des lisiers bruts, des boues biologiques, de l'effluent épuré et des résidus organiques ne doit pas provoquer de nuisances, pollutions ou écoulements sur la chaussée. Tous ces transferts seront consignés sur le cahier de fertilisation.

**ARTICLE 5 - Prescriptions en matière de mise en service et dysfonctionnements de l'unité de traitement.**

- 5.1. - L'unité de traitement sera construite et mise en service dans un délai d'un an à compter de la notification du présent arrêté.
- 5.2. - En cas de dysfonctionnement momentané, le lisier sera stocké sur l'exploitation en amont de l'unité de traitement. Le service des installations classées sera immédiatement prévenu. En cas de dysfonctionnement prolongé, de modification ou d'arrêt de l'unité de traitement, de réduction du plan d'épandage des co-produits après saturation des capacités de stockage, les effectifs animaux de l'élevage seront réduits en rapport avec la capacité maximale du plan d'épandage.

ARTICLE 6 - La présente autorisation, accordée sous réserve de droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cessera d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans un délai de trois ans ou reste inexploité pendant plus de deux années consécutives.

ARTICLE 7 - Toute transformation dans l'état des lieux et toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, devra faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation.

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession.

ARTICLE 8 - L'éleveur est tenu de déclarer sans délai au service des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement.

Il devra en outre se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le livre II du Code du Travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

ARTICLE 9 - Résorption

Éliminé : 16472 kg d'azote

Transféré : 3775 kg d'azote

Biphase:4999 kg d'azote

ARTICLE 10 -

La présente autorisation, accordée sous réserve du droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cessera d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans le délai de trois ans ou reste inexploité pendant plus de deux années consécutives.

ARTICLE 11 -

Toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, devra faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation.

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession.

ARTICLE 12 -

L'exploitant est tenu de déclarer, sans délai, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement.

Il devra, en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le livre II du Code du Travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

ARTICLE 13 -

Une copie du présent arrêté sera déposée aux archives de la mairie du lieu d'installation pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait de cet arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, sera affiché à la porte de la mairie de SAINT-CARREUC pendant une durée minimum d'un mois. Un même extrait sera affiché, en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins du G.A.E.C. DE LA VILLE CARO.

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais du G.A.E.C. DE LA VILLE CARO dans deux journaux d'annonces légales du département.

ARTICLE 14 -

Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté d'autorisation du 28 février 1990 susvisé.

ARTICLE 15 -

**Délai et voie de recours** (article L.514-6 du Code de l'Environnement) La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 16 -

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,  
Le Maire de SAINT-CARREUC,  
L'Inspecteur des Installations Classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée au G.A.E.C. DE LA VILLE CARO pour être conservée en permanence par l'exploitant et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police ainsi qu'aux maires de HENON, PLAINTTEL, SAINT-CARREUC, L'HERMITAGE-LORGE, PLEDРАН, PLOEUC-SUR-LIE, pour information.

SAINT-BRIEUC, Le **31 MAI 2005**

LE PREFET

**Pour le PREFET,  
Le Secrétaire Général,**



**Jacques MICHELOT**